

LES MISSIONS DE L'UNIVERSITE, PAMI LESQUELLES L'EXTENSION UNIVERSITAIRE OU LA TROISIEME MISSION, FACE AUX ENJEUX DE LA MARCHEISATION/MARCHANDISATION^{*}

THE MISSIONS OF THE UNIVERSITY, INCLUDING UNIVERSITY EXTENSION OR THIRD MISSION, IN THE FACE
OF THE CHALLENGES OF MARKETIZATION/COMMODIFICATION

LAS MISIONES DE LA UNIVERSIDAD, ENTRE ELLAS LA EXTENSIÓN UNIVERSITARIA O LA TERCERA MISIÓN,
FRENTE A LOS DESAFÍOS DE LA MERCADIZACIÓN/MERCANTILIZACIÓN

Valdemar Sguissardi¹

<https://orcid.org/0000-0002-4150-2635>

Resume: Ce texte a pour objectif de discuter le concept de *troisième mission* de l'université à partir du concept d'*extension universitaire* en temps de *marchéisation* et *marchandisation* de ce niveau de notre système éducatif. En d'autres termes, plutôt que de discuter des différentes significations de l'extension universitaire au Brésil, sa pratique actuelle dans l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur (IES) - universités ou non - et, principalement, de chercher à remettre en question et/ou à définir le «nouveau rôle» de l'université, que l'on propose d'appeler "Troisième mission", nous visons à problématiser la relation entre le phénomène très récent de la *marchéisation/marchandisation* et l'extension universitaire ou "Troisième mission". En fin de compte, nous cherchons à répondre à la question suivante: quels sont les défis que la *marchéisation/marchandisation* pose aux missions de l'éducation supérieure, en particulier à l'*extention universitaire* ou à sa «Troisième mission»?

Mots-clés: extension universitaire; Troisième mission; marchéisation; marchandisation

Abstract: This text aims at discussing the concept of the university's third mission starting from the concept of university extension in these times of marketization and commodification of this level of our educational system. In other words, rather than to discuss the different meanings of university extension in Brazil, its current practice in the context of higher education institutions (IES) - universities or not - and, especially, to seek to question and/or define the "new role" of the university, which is being identified as its "third mission", the paper aims to problematize the relationship between the very recent phenomenon of marketization/commodification and university extension or "third mission". Ultimately, the paper tries to answer this question: what are the challenges that marketization/commodification poses to higher education missions, especially university extension or its "third mission"?

Keywords: University extension. Third Mission. Marketization. Commodification.

Resumen: Este texto tiene como objetivo discutir el concepto de tercera misión de la universidad a partir del concepto de extensión universitaria, en tiempos de mercadización/mercantilización de este nivel de nuestro sistema educativo. En otras palabras, en vez de discutir los diferentes sentidos de la extensión universitaria en Brasil, su práctica actual en el conjunto de instituciones de educación superior (IES) -universidades o no - y, principalmente, de buscar cuestionar y/o definir el "nuevo rol" de la universidad, que se propone denominar como "Tercera Misión", se busca problematizar la relación entre el fenómeno bastante reciente de la mercadización/mercantilización y la extensión universitaria o "Tercera Misión". En última instancia, se busca responder a la pregunta: ¿Cuáles son los desafíos que la

¹ Professeur Titulaire (retraité) de l'Université Fédérale de São Carlos (São Carlos, S.P., Brésil).

mercadización/mercantilización impone a las misiones de la educación superior, en especial a la extensión universitaria o a su "Tercera Misión".

Palabras-llave: Extensión universitária. Tercera Misión. Mercadización; Mercantilización.

Introduction

Ce rôle nouveau [de l'université en tant que pilier ou moteur de l'économie] peut, toutefois, être problématique. La priorité accordée à l'engagement économique représente, en effet, un défi pour les missions traditionnelles de l'université, au point de remettre en question, aux dires de certains auteurs, l'idée même de l'université et de ses fonctions (VORLEY; NELLES, 2008, p. 158).

La lecture d'auteurs qui défendent, plus ou moins fortement, l'adoption du concept toujours vague et polémique de "Troisième Mission" comme étant une des trois principales missions de l'université, fait penser à l'une des acceptions les plus courantes du troisième terme du trio enseignement-recherche-extension, qui a une assez longue histoire à l'université brésilienne: la prestation de services, souvent du type assistantiels. Cette extension universitaire, dans ses plus diverses acceptions, a inspiré les fondateurs des institutions de l'enseignement supérieur (IES), au Brésil, depuis le début du XXème siècle, surtout après la Réforme de Cordoba (1917/18), en Argentine (MAZZILLI, 2011, p. 208). Avant le *Manifesto de Córdoba* (1918)²,

² Le *Manifesto de Córdoba*, un ouvrage du mouvement étudiant de la plus ancienne université argentine, traditionnelle et conservatrice, défendait la recherche d'une nouvelle identité pour l'université – *pour quoi et pour qui* – et incorporait, emphatiquement, parmi ses fonctions ou *missions*, l'extension universitaire

dans les années 1910, l'extension universitaire, au Brésil, aurait été influencée par un courant européen – des cours d'extension administrés dans des *universités populaires* dans le but de se rapprocher de la population pour l'éclairer – d'un angle culturaliste et par un courant venu des Etats-Unis "mais plus tourné vers l'emploi de la connaissance dans une perspective de développement de communautés, caractérisée par l'idée de la prestation de services" (TAVARES, 1997, p. 30).

Dans un *subsystème* d'enseignement supérieur, formé par un nombre croissant de facultés isolées et par peu d'universités, l'extension universitaire a servi, au cours du XXème siècle, à divers objectifs, jusqu'à ce qu'elle soit reconnue par la Constitution Fédérale de 1988, à l'article 207 :

Les universités bénéficient d'une autonomie didactique et scientifique, administrative et de gestion. Elles obéiront au principe de l'indissociabilité de l'enseignement, de la recherche et de l'extension (BRASIL, 1988, p. 208).

Le mandat constitutionnel, évidemment, n'a pas éliminé les profondes ambiguïtés du concept d'extension

"en tant que moyen qui permet de concrétiser l'engagement de l'université en faveur du peuple et d'en faire un centre d'excellence pour l'étude des grands problèmes nationaux" (MAZZILLI, 2011, p. 208). Les activités d'extension universitaire étaient réalisées "dans les usines, les bureaux et les syndicats". Dans ce que l'on appelait alors les *universidades populares*, le "corps enseignant était formé par les étudiants et le corps des apprenants par les travailleurs" (MAZZILLI, 2011, p. 208).

universitaire. Aussi bien avant la promulgation de cette Charte qu'après, les efforts pour définir clairement sa signification, c'est-à-dire celle de cette "troisième mission" de l'université, ont été permanents. Ceci est venu du gouvernement, des forums de chefs de département d'extension, d'associations et d'entités scientifiques et de classe liées à la vie universitaire.

Plutôt que de discuter les divers sens de l'extension universitaire au Brésil, sa pratique actuelle dans l'ensemble des institutions d'enseignement supérieur (IES) – universités ou non – et, surtout, de chercher à questionner et/ou définir le "rôle nouveau" de l'université, que l'on propose d'appeler "Troisième Mission", ce texte cherche à problématiser les rapports entre le phénomène assez récent de la *marchéisation/marchandisation* et l'extension universitaire ou "Troisième Mission". En d'autres termes, on cherche à répondre à la question: quels sont les enjeux que la *marchéisation /marchandisation* impose aux *missions* de l'enseignement supérieur, et surtout à l'extension universitaire ou à sa "Troisième Mission"?

La *marchéisation* des institutions d'enseignement supérieur (IES), universités ou non – est un phénomène mondial qui atteint surtout des institutions d'état/publiques et les privées sans but lucratif – et la *marchandisation* des institutions ou organisations privées, à but lucratif – un phénomène plus circonscrit à certains pays, dont le Brésil – nous amènent à devoir poser des questions à propos des défis que ces phénomènes, semblables mais distincts, signifient pour les *missions* de ces institutions et, dans ce cas et dans le langage et la tradition brésiliens, pour l'*extension*

universitaire.^{***}

Afin de mieux comprendre et identifier ces défis et, surtout, afin de mieux les affronter, il faudra répondre à plusieurs questions préalables: 1) Qu'entend-on par *marchéisation* et par *marchandisation* de ces institutions, qui sont supposées produire et reproduire du savoir scientifique, et sont formatrices de professionnels pour les différentes demandes sociales, de l'Etat, de la Société et du Marché ? 2) Quels facteurs économiques, politiques et de l'ordre du savoir produisent et expliquent de tels phénomènes, inquestionnables aujourd'hui, qui préoccupent beaucoup de personnes, mais sont bienvenus pour beaucoup d'autres? 3) Quelles ont été, au cours de leur parcours historique, et surtout ces derniers temps, les *missions* de l'université et/ou de l'enseignement supérieur, et plus particulièrement leur "troisième fonction" ou *extension universitaire*, pour quel Etat et pour quelles Société, pour quelles classes ou secteurs de classes sociales ?

La forme et le contenu du genre de questions indiquent, comme cela semble évident, un choix d'analyse. On part du principe selon lequel rien n'est naturel et que tout, dans la réalité humaine et sociale, est historique, conditionné et, en dernière instance, déterminé par des facteurs, qui sont historiques, eux aussi. Les phénomènes, en général, ne s'expliquent pas par eux-mêmes et ceux qui, ici, sont objet d'étude, encore plus que

^{***} Pour l'essentiel de ce texte, nous emploierons, avec les adaptations nécessaires, notre texte "*Marchéisation/marchandisation – Défis pour la mission des Institutions d'Education Supérieure*" présenté à l'occasion de la 6^e Conférence du Forges (Forum de Gestion de l'Education Supérieure des Pays et des Régions de Langue Portugaise, réalisée à l'Université d'Etat de Campinas (Unicamp), Campinas, SP, Brésil, du 28 au 30 novembre 2016).

d'autres. Comprendre ce qui se cache sous les apparences phénoméniques est fondamental pour avoir une vraie dimension du réel, le soupeser et l'évaluer.

Comme il le semble opportun, on expliquera, dans le prochain item dessous, le choix qui a été fait ici de séparer ces deux phénomènes: *marchéisation* et *marchandisation*. Une distinction, dans un but didactique, afin de faciliter leur compréhension, malgré le risque, éventuellement, que l'on peut courir avec l'adoption de néologismes et de dicotomies conceptuels qui peuvent conduire à une simplification induite de la complexité du réel et, de cette façon, produire une possible fausse compréhension et, comme le dirait Karel Kosik (1976), conduire à la pseudo-concrétité.

Afin d'illustrer et de problématiser la *marchandisation* de l'enseignement supérieur au Brésil, un phénomène plus récent, au-delà de la *marchéisation*, il faut rapporter et mesurer, par des nombres, la transaction commerciale en cours entre les deux plus grands groupes de l'entrepreneuriat du marché de l'éducation: Kroton et Estácio. Une transaction qui intéresse près d'un demi million d'inscriptions et plusieurs milliards de dollars ou d'euros.

Le groupe numéro 1 de ce marché, Kroton, l'acheteur – de près d'un million d'inscriptions et 130 unités, après avoir incorporé, en 2014, le deuxième plus grand groupe du marché de l'époque, la Rede Anhanguera – voit sa proposition d'achat de l'actuel 2^{ème} plus grand groupe, Estácio, passée en jugement au Cade (Conseil Administratif de Défense Economique)³, lié au Ministère de la

Justice (et non pas au Ministère de l'Éducation...). Cet acquisition est remise en question par le groupe commercial Ser Educacional – l'un des plus grands du marché de l'enseignement au Brésil – qui, avec les fonds d'investissement transnationaux, ses associés⁴, et parmi eux l'IFC (*The International Finance Corporation*) de la Banque Mondiale, a déposé une plainte auprès du Cade et invoque le fait que cet achat va permettre un monopole partiel ou total dans le secteur dans des dizaines de communes⁵. Par la presse, on sait que le groupe Ser Educacional est très intéressé par cette achat, bien que le total de ses inscriptions ne soit qu'à peine un tiers de celui du nombre total d'inscrits d'Estácio (FOLHA DE S. PAULO, 2016), mais, avec de nouveaux associés du secteur financier et le supposé aval officiel, tout peut être possible dans ce domaine.

L'achat d'Estácio par Kroton ferait passer les chiffres de cette dernière à : 1) 1,5 ; million d'inscrits dans l'enseignement supérieur et 500 mille dans l'enseignement de base ; 2) 16% du total des élèves de

objectif d'orienter, de fiscaliser, de prévoir et d'enquêter sur des abus du pouvoir économique, en exerçant pour ce faire un rôle de tutelle, de prévention et de répression.

⁴ "Ser Educacional, propriétaire des Facultés Mauricio de Nassau, Joaquim Nabuco et Baiana de Ciências, ayant comme actionnaire le *Cartesian Capital* (fonds de *private equity* nord-américain, qui a investi dans l'entreprise 100 millions de R\$ en 2009), ayant reçu, en 2012, un apport de 35 millions de US\$ de l'IFC, de la Banque Mondiale (MELLO, 2012), a ouvert son capital et a lancé son IPO en 2013" (SGUISSARDI, 2015, p. 171).

⁵ Sous le titre "Ser Educacional montre au Cade une forte concentration dans la fusion Kroton-Estácio", le journal *Folha de S. Paulo*, du 30 octobre 2016, écrit que: "On a identifié 103 marchés de 1^{er} degré universitaire présentiel (cours par commune) où les deux groupes sont présents. Avec la fusion, il y aurait une concentration au-dessus de 50% dans 45 d'entre-elles. Sur 15 marchés, 'le monopole serait total'". (FOLHA DE S. PAULO, 2016).

³ Le Conseil Administratif de Défense Economique (Cade) est une autarcie fédérale brésilienne, attachée au Ministère de la Justice, qui a comme

l'enseignement supérieur du pays, inscrits dans près de 2 400 IES d'état/publiques et privées sans et à but lucratif ; 3) 23% des inscriptions de plus de deux mille IES privées ; 4) presque 50% des inscriptions des près de mille et deux cent IES privées à but lucratif qui totalisent près des 2/3 des 8,5 millions d'étudiants de ce niveau d'enseignement dans le pays.

Ces données modifient sensiblement le cadre d'oligopole et de monopole qui s'est construit sur le marché brésilien de l'éducation ces dernières années. Le pouvoir qui vient de l'oligopole d'une dizaine des plus grandes entreprises, qui regroupent près de 50% des inscriptions du secteur privé-commercial et du monopole exercé par une seule entreprise dans des dizaines de communes, est incalculable, spécialement sur les organismes officiels de régulation du secteur et par rapport à la concurrence, l'un des dogmes du marché dans un sens strict.

Marchésisation et marchandisation des institutions d'enseignement supérieur.

Devant une grande variété de phénomènes – liés au marché, au commerce et aux marchandises – qui est constatée dans l'organisation et le fonctionnement des IES (universitaires ou non), différents termes ont été employés dans les langues les plus importantes de l'Occident, dont: *marchésisation*, *commercialisation*, *marchandisation*. On parle souvent de marché de l'éducation et de marché universitaire, ainsi que de secteur éducatif de l'économie, du marché de capitaux ou de la Bourse de Valeurs.

José J. Brunner (2006)⁶, spécialiste

chilien et collaborateur de la Banque Mondiale, avant que les quatre premiers groupes d'entrepreneuriat d'enseignement du Brésil ouvrent leur capital et fassent leur première offre publique d'actions (*Initial Public Offering – IPO*) à la Bourse de Valeurs de S. Paulo, en 2007, commençait son étude de 2006 sur les "marchés universitaires" de la façon suivante:

[...] il se produit, tout autour du monde, un mouvement qui déplace l'axe de coordination des systèmes d'enseignement supérieur du gouvernement et des corporations académiques – en général, la sphère publique – vers le marché ; soit vers des arrangements institutionnels qui forcent les universités à se concurrencer dans la recherche d'élèves, de personnel académique et de réputations, et à financer leurs activités à travers des fonds issus – de plus en plus d'une façon compétitive – d'une grande variété de sources fiscales et privées. Ce déplacement est examiné dans la littérature anglo-saxonne sous le nom de *marketization* que l'espagnol traduit (dans une mauvaise traduction) par *mercadización*, bien qu'on emploie des termes tels que *privatisation*, *commercialisation* et *marchandisation* (BRUNNER, 2006, p.3).

Brunner ne parle pas d'entreprises, de compagnies et de *players* (dans le langage du marché) qui agissent dans le domaine éducatif, ouvrent leur capital et commencent à recevoir des fonds à travers la mise en

supérieure une plus large étude concernant les politiques d'expansion de l'enseignement supérieur au Brésil" (SGUISSARDI, 2015, p. 145-152).

⁶ Nous reproduisons ici une partie de ce qui se trouve au point 4.2 " – Marché universitaire – *marchésisation* ou *marchandisation* de l'éducation

valeur d'actions à la Bourse. Il parle d'un grand ensemble complexe de changements produit par une série de facteurs, parmi lesquels: les changements dans le rôle des gouvernements en ce qui concerne l'enseignement supérieur associés à la "divulcation d'un discours de marché" ; à la "massification de l'enseignement supérieur" ; "à la hausse du nombre de sponsors privés de l'éducation" ; et "à l'apparition d'un marché global pour les services d'enseignement supérieur et de la connaissance". L'axe de coordination de ces institutions serait en train de passer de l'Etat vers le marché (BRUNNER, 2006, p. 3). C'est pour cela qu'il choisit le terme *marketization* ou *marchésation*.

En outre, la *marchésation* l'enseignement supérieur viendrait du besoin, de plus en plus défendu par les gouvernements et le marché, du fait de parier sur la compétitivité de l'économie. Sous l'influence de ces principes, les gouvernements des pays les plus importants auraient redessiné leurs mécanismes de dépenses publiques et utilisé de plus en plus des *mécanismes du type marché*. Le but? Une plus grande efficacité dans la concession de moyens à partir de fonds publics. Ceci aurait aussi fait que les gouvernements des pays périphériques et semipériphériques auraient choisi de *privatiser la massification* de l'enseignement supérieur. Dans les deux cas, cela a été à l'ordre du jour et, surtout, on a réalisé le transfert d'une partie du coût des IES publiques aux élèves et à leurs familles. Les arguments, inacceptables auparavant, seraient, d'après Brunner :

[...] plus d'accès pour des raisons d'équité et, simultanément, un paiement du service éducatif en raison des taux élevés anticipés de

retour financier. Les deux arguments convergent et transforment les étudiants en consommateurs d'enseignement supérieur à *crédit* (BRUNNER, 2006, p. 5).

Ils caractérisent aussi la *marchésation* des IES d'état/publiques dans les pays principaux, les périphériques et semipériphériques, bien que cela se fasse à des degrés différents et sous des formes distinctes, d'après cet auteur:

a) a soumission de l'enseignement supérieur à un régime qui lui impose l'efficacité, l'effectivité et la *value for money* par des méthodes externes de garantie de la qualité et d'autres moyens d'*accountability*.

b) es fonds publics en diminution pour subventionner des mensualités et le coût des services, aux côtés de l'exigence de la satisfaction d'une demande croissante d'enseigneemnt supérieur avec une plus petite participation publique.

c) 'exigence d'une gestion des universités publiques d'après des principes ou des méthodes propres à la gestion privée et la prépondérance de visions entrepreneuriales et de *management* dans l'enseignement supérieur.

d) a demande d'une diversification des sources de financement des institutions alliée à la réduction de la responsabilité prioritaire de l'Etat en ce qui concerne l'enseignement public.

e) a privatisation de l'enseignement supérieur, aussi bien à travers la sous-traitance des services, y compris des domaines d'étude, que par l'encourageemnt de la compétition entre des institutions

publiques.

f) es réformes de cursus destinées au marché ; une mise en avant de la recherche appliquée et un lien entre les université et les entreprises ; une plus grande attention aux thèmes de la propriété intellectuelle (brevets) et à la priorité donnée à la recherche qui conduit au développement et à la commercialisation de produits (BRUNNER, 2006, p. 22-23).

On pourrait y ajouter, d'après Brunner, l'érosion ou la perte du concept de bien public [social] traditionnellement appliqué à l'éducation supérieure; la faible qualité du "service" ; l'érosion de la culture démocratique-collégiale des IES publiques; la détérioration des domaines d'étude et de recherche éloignés du marché, comme ceux liés aux arts et aux sciences humaines, etc. (BRUNNER, 2006, p. 23- 24).

Néanmoins, l'apparition d'IES privées à but lucratif, qui font de l'enseignement une marchandise et de son offre une affaire réelle, qui découle aussi de ce mouvement en faveur du marché à l'intérieur du secteur public, des politiques publiques dans plusieurs domaines et, spécialement, le processus d'ouverture de capital et l'entrée à la Bourse des plus grands et principaux groupes entrepreneuriaux de l'éducation supérieure privée, avec les évidentes conséquences, imposeraient aux analystes l'emploi du terme *marchandisation* afin de mieux nommer ce processus.

Pour illustrer ce changement de niveau du " marché" éducatif, il suffirait d'examiner le "Communiqué au Marché" de la Kroton, du 7 juillet 2014, au moment de sa fusion avec la Rede Anhanguera, à travers l'achat des actions de celle-ci

KROTON (KROT-NM) – Nouvelle Structure Opérationnelle Communiqué au Marché:

Belo Horizonte, 7 juillet 2014, Kroton Educacional S.A. (BM&FBovespa: KROT3; OTCQX: KROTY), communique à ses actionnaires, investisseurs et au marché en général, son nouveau Conseil d'Administration, sa nouvelle structure organisationnelle, et des informations concernant l'**intégration avec** Anhanguera Educacional. Conformément à ce qui a déjà été annoncé, les actionnaires de Kroton et Anhanguera ont approuvé, le 03 juillet 2014, la fusion entre les deux entreprises, par l'**incorporation** d'actions d'Anhanguera par Kroton. L'union crée une entreprise encore plus forte et solide, capable de **fournir des services éducatifs** de qualité dans tous le pays. Les nombres ci-dessous donnent une dimension de la nouvelle Compagnie: - 1,5 million d'élèves de l'Enseignement Supérieur, des Cours préparatoires, des Cours Techniques, des Cours Libres et d'Enseignement Basique (données de mars 2014) - 125 campus d'Enseignement Supérieur dans 84 communes brésiliennes (données de juin 2014) – 726 pôles accrédités d'Enseignement à Distance (EAD), dans plus de 544 communes brésiliennes (données de juin 2014) - 876 Ecoles Associées d'Enseignement Basique (données de juin 2014) – plus de 37 mille employés (données de juin 2014) [...]

Source: (BOVESPA, 2014).

Un coup d'oeil sur ce " Communiqué" révèle les dimensions du Groupe entrepreneurial Kroton, véritable holding, dont la direction était composée de trois directions et neuf vices-présidences, parmi lesquelles une "Direction de Relations avec les Investisseurs", une " Vice-présidence de Marketing et de Ventes", une "direction de Ressources Humaines et d'Emploi" au même niveau que la "Vice-présidence de Premier Cycle présentiel et Campus", outre une "Direction de Développement Institutionnel", qui est "responsable des relations avec le Ministère de l'Education (MEC) et de tous les aspects réglementaires".

Comme on peut le voir, la *marchandisation*, surtout présente dans les IES privées-commerciales, qui totalisent plus

de 80% des IES du pays, extrapole les limites de la *marchésation*, ce qui a lieu dans ce domaine et affecte le plus les institutions d'état/publiques et privées sans but lucratif dans le pays et ailleurs.

On dira que, dans le cas de la *marchésation*, ce sont les règles du marché qui seraient de plus en plus les guides des actions des IES d'état/publiques et les similaires (privées sans but lucratif). Dans le cas brésilien, par exemple, il est possible que toutes les IES d'état/publiques comptent déjà sur des fondations de soutien institutionnel (FAI), des entités privées. L'USP, un exemple spécifique, il y a déjà plus de dix ans, disposait de plus de trois dizaines de ces fondations qui offrent, entre autres, les fameux cours MBA, d'un coût élevé pour les élèves et qui garantissent de bons suppléments de salaires aux professeurs qui font partie, en général, du cadre permanent des enseignants de l'université.

Dans le cas de la *marchandisation*, ce ne sont pas que les règles du marché qui orientent une importante partie de la vie institutionnelle, mais ce sont l'éducation elle-même, transformée en marchandise, et l'objectif du bénéfice avant tout, y compris par la mise en valeur d'actions, dans le cas des entreprises au capital ouvert et ayant des actions à la bourse de valeurs, qui commandent, d'une façon directe et indirecte le quotidien de ces institutions ou organisations⁷.

Dans ce cas, il est toujours opportun de définir ce que l'on entend par marchandise. D'après Oliveira (2009, p. 953), qui cite Tom Bottomore, une marchandise est "tout ce qui

peut être 'acheté ou vendu' dans une perspective d'accumulation de capital". Et, devant ce que nous avons vu jusqu'à présent, on pourrait ajouter avec cet auteur: "A la lumière des données présentées ici, il n'y a que peu de doutes quant au fait que l'éducation se soit transformée en une marchandise importante" (OLIVEIRA, 2009, p. 953).

Finalement, il faut utiliser un énoncé précis de José J. Brunner, afin de donner une plus grande consistance conceptuelle au terme *marchandisation* ou à l'expression "processus de *marchandisation*", dans le sens strict, quand dans ces entreprises éducationnelles on impose sans freins:

[...] un système de coordination fondé sur les **relations d'achat et de vente**, où il existe un champ défini de **production/consommation**, il y a une **compétition entre les producteurs, les produits identifiés (commodities), les prix et les échanges monétaires entre producteurs et consommateurs**, et où **règnent des comportements et des valeurs qui correspondent au calcul économique**. (BRUNNER, 2006, p. 65; notes personnelles).

Dans quel contexte et par quels facteurs se fait la production de la *marchésation* et de la *marchandisation* ?

Étant donnée cette distinction entre *marchésation* et *marchandisation* – la première affectant davantage les IES d'état/publiques aux traits liés, dans une certaine mesure, au modèle néo-humboldtien de l'association enseignement et recherche, et, la seconde affectant davantage les IES privées/commerciales aux traits caractéristiques du modèle néo-

⁷ Il faut toujours avoir recours à la discussion que Freitag (1996) a initié au Canada et qui a été reprise par Marilena Chauí (2003) au Brésil sur la distinction entre institution sociale et organisation sociale.

napoléonien où prédomine l'activité de l'enseignement ou la simple formation professionnelle – il faut identifier le contexte historique, économique-politique et de l'ordre du savoir, où ces deux phénomènes apparaissent et se développent. En d'autres termes, quels sont les facteurs qui les produisent et leur donnent une consistance ?

Comme on le verra en détails dans le prochain point, l'enseignement supérieur, universitaire ou non, a été, au cours de son histoire, lié et/ou soumis, parfois à l'Etat⁸, parfois à l'Eglise, parfois aux deux qui, à certaines époques, se juxtaposaient. Depuis la Révolution Industrielle et Française et, après, dans les "modèles" allemand (Humboldt), français (Napoléon), anglais (Newman) ou nord-américain, son caractère "instrumental" a toujours été présent. Bianchetti et Silveira commencent un article récent sur "l'université moderne" par l'affirmation suivante :

Depuis les origines de l'Etat moderne, la conception d'université est traversée par le caractère instrumental, dans le sens de répondre aux demandes et aux temps économique, industriel, technologique et urbain de l'ordre capitaliste (BIANCHETTI; SILVEIRA, 2016, p. 79).

On voit ici une synthèse précise des liens de l'enseignement supérieur avec les forces dominantes à chaque époque de l'histoire. Christian Laval (2016), dans une conférence intitulée "Néolibéralisme, capitalisme et connaissance", en explorant les rapports entre le capitalisme et la

connaissance, rappelle que les changements de ces rapports ont comme "opérateur politique et intellectuel", le néolibéralisme. Il dit que: "Si selon certains le capitalisme devient de plus en plus "cognitif", il convient de ne pas oublier l'autre versant: le devenir capitaliste de la connaissance"⁹ (LAVAL, 2016, p. 40).

D'après Laval, on vit aujourd'hui, une grande mutation dans le domaine de la connaissance, sous deux aspects, "l'enseignement et la production des connaissances, ce qu'on appelle la 'recherche'"¹⁰. Et il explique:

Cette mutation a les plus grands rapports avec les transformations en cours du capitalisme et de la société, des transformations que l'on désignera ici par la domination désormais universelle de la rationalité néolibérale, selon une formule empruntée à Michel Foucault. Par rationalité néolibérale, on entend à la fois la logique normative de la concurrence, le modèle de l'entreprise privée et le pouvoir normalisateur de la finance sur toutes les activités. Cette rationalité néolibérale peut se définir comme un système normatif ou une logique générale qui impose partout un modèle de marché par lequel les institutions et les individus sont mis en concurrence ; de sorte que chaque entité et chaque individu sont requis de se comporter comme une sorte d'entreprise placée dans une situation de marché (LAVAL,

⁸ On comprend l'Etat, ici, comme institution sociale fonctionnelle aux intérêts dominants de la société libérale-bourgeoise, garantie de ses propriétés, de sa liberté et de l'égalité des égaux ou plus égaux.

⁹ "[...] Si bien algunos consideran que el capitalismo es cada vez más «cognitivo», conviene no olvidar el otro aspecto: el devenir capitalista del conocimiento".

¹⁰ "la enseñanza y la producción de conocimiento, lo que se llama investigación".

2016, p. 40)¹¹.

Laval attire notre attention sur le rôle de l'Etat dans ce contexte: "Cette rationalité domine l'État, préside à sa métamorphose, est portée par l'État et projetée vers la société que l'État cherche à réformer"¹². Il voit le rôle de l'Etat comme étant déterminant,

[...] non pas comme on le croit encore naïvement comme frein mais au contraire comme accélérateur de cette mutation. L'État néolibéral est en particulier un accélérateur de la mutation contemporaine du champ de la connaissance. C'est lui qui est le principal agent du basculement du champ de la connaissance vers le modèle de marché (LAVAL, 2016, p. 40)¹³.

On peut réaffirmer, ici, la double face

¹¹ "[...] Esta mutación está directamente relacionada con las transformaciones que se están dando en el capitalismo y en la sociedad, transformaciones para las que adoptaremos la denominación ya universal de racionalidad neoliberal, según la fórmula de Michel Foucault. La racionalidad neoliberal comprende a la vez la lógica normativa de la competencia, el modelo de la empresa privada y el poder normalizador de las finanzas sobre todas las actividades. Esta racionalidad neoliberal puede definirse como un sistema de normas o como una lógica general que impone un modelo de mercado, en todos los lados, por el cual las instituciones y los individuos son puestos en competencia, de manera que cada entidad y cada individuo deben comportarse como una especie de empresa situada en una situación de mercado".

¹² "[...] Esta racionalidad domina al Estado, preside su metamorfosis, es llevada por el Estado y proyectada hacia la sociedad que el Estado trata de reformar".

¹³ "[...] no como se cree inocentemente, como freno, sino, por el contrario, como acelerador de esta mutación. El Estado neoliberal es, sobre todo, un acelerador de la mutación contemporánea del campo del conocimiento. Es el principal agente de la transformación del campo del conocimiento hacia el modelo de mercado".

ou la double polarité de l'Etat, en tant que centre de contradictions et de conflits permanents, dans le capitalisme, entre des intérêts publics et les intérêts privés-commerciaux. Une confrontation où ces derniers tendent à prédominer. Exemple: quand on voit ce qui se passe au niveau de l'enseignement supérieur comme partie de l'Etat dans le sens large, comme dirait Gramsci (SGUISSARDI, 2014, p. 17-20).

Pour revenir aux réflexions de Laval, la connaissance serait à prendre, à notre époque, comme ce que "l'on pourrait nommer la 'forme marchandise de la connaissance'" et où "les institutions d'enseignement et de recherche scientifique commencent à prendre la forme générale et abstraite de l'entreprise". En résumé: "Forme marchandise de la connaissance et forme entreprise des institution d'enseignement et de recherches [...]". Affirmer cela, nous alerte, ne signifie pas de dire que, nécessairement, toute la connaissance se transforme en "véritable produit marchand", ni que toutes les institutions d'enseignement et de recherche deviendront, à court terme, "des entités privées vouées au profit". Cependant, ceci signifie que:

[...] les catégories avec lesquelles on va désormais penser sa production et sa diffusion, les dispositifs institutionnels mis en place pour son élaboration, les normes pratiques de sa production et de sa diffusion relèveront de la *valorisation économique* de l'activité d'enseignement ou de recherche. La valeur économique devient le critère ultime de la validation institutionnelle et sociale des activités d'enseignement et de recherche. Cela affecte non seulement la finalité de ces activités

mais aussi leurs conditions et leurs formes institutionnelles de production, toutes commandées par une même norme entrepreneuriale. Si la connaissance est modelée par la logique de la valeur, il convient en effet qu'elle soit produite dans des conditions et selon des formes qui conviennent à la production des valeurs d'échange, c'est-à-dire dans des entreprises soumises à la concurrence et régies selon des normes de performance qui sont celles des entreprises du secteur marchand. En d'autres termes, les institutions prennent nécessairement, logiquement quant à elles la forme d'entreprise (LAVAL, 2016, p. 2, mon emphase)¹⁴.

Laval conclut que ce phénomène représente "une extension originale de la loi de la valeur économique dans le champ de la connaissance". Ou "très précisément ce que l'on appelle 'l'économie de la connaissance' et que l'on pourrait avec plus de rigueur

appeler le 'capitalisme de la connaissance'" (Ibidem).

Cette économie ou capitalisme de la connaissance, d'après Dias Sobrinho (2014, p. 648),

[...] valorise plutôt les connaissances qui présentent des critères d'utilité et d'applicabilité aux organisations commerciales. Ces connaissances, notamment encouragées par les avancées des technologies qui meuvent le capitalisme informationnel, sont le moteur du modèle de progrès en vigueur. Afin d'ajouter des richesses aux grandes corporations et le bénéfice sans limites aux élites propriétaires, ce modèle de progrès et de développement approfondit des inégalités sociales, des guerres, la destruction de l'environnement, la crise de valeurs et les incertitudes dans de larges segments de la vie humaine, y compris dans l'économie elle-même, noyau central de sa référentialité.

On souligne que cette rationalité néolibérale, où on attise certains éléments centraux et des principes de la rationalité capitaliste originale, régit aussi bien le champ de l'enseignement que celui de la recherche et, pourquoi ne pas le dire, de ladite extension universitaire. Et ceci a lieu d'une façon intégrée à la réforme des États nationaux pour qu'ils soient fonctionnels de cette rationalité et de sa pratique. Parmi de tels principes ou normes se trouve la concurrence ou la compétition entre les États, les économies, les entreprises, qui conduiraient à la *marchésation* "d'une connaissance vue comme un avantage comparatif dans la guerre économique

¹⁴ "Esto quiere decir que las categorías con las cuales a partir de ahora van a ser planificadas su producción y su difusión, los dispositivos institucionales creados para su elaboración, las normas prácticas de su producción y de su difusión tendrán que ver con la valorización económica de la actividad de enseñanza o de investigación. El valor económico se convierte en el criterio último de la validación institucional y social de las actividades de enseñanza y de investigación. Esto afecta no solamente la finalidad de estas actividades, sino también sus condiciones y sus formas institucionales de producción, todas ellas comandadas por una misma norma empresarial. Si el conocimiento está modelado por la lógica del valor, conviene en efecto que sea producido en condiciones y según formas que convengan a la producción de valores comerciales, es decir, en empresas sometidas a la competencia y regidas por las normas de rendimiento de las empresas del sector mercantil. En otras palabras, las instituciones, por su parte, toman necesaria y lógicamente la forma de una empresa".

mondiale”¹⁵ (Laval, 2016, p. 46). Il en découle la préoccupation toujours plus grande des organismes multilatéraux, véritables intellectuels organiques du capital et des pays centraux, dans la régulation du commerce et des services, et parmi eux l’enseignement, par le biais des Accords Généraux et Services (AGCS), comme ceux qui se vérifient dans le cadre de l’Organisation Mondiale du Commerce (OMC).

L’imposition du modèle de marché, de compétition, à tous les niveaux – de l’appareil de l’Etat aux institutions d’enseignement supérieur – se fait accompagnée de la “mondialisation et de la place qu’occupe l’innovation et la formation de main-d’oeuvre dans la concurrence”¹⁶ (LAVAL, 2016, p. 46). Quelque chose qui se détache, dans la phase actuelle du capitalisme, est “la lutte acérée dans laquelle s’engagent les Etats et les oligopoles mondiaux dans le but d’exercer le contrôle privé du savoir, considéré comme un avantage décisif dans la compétition mondiale”¹⁷ (LAVAL, 2016, p. 46).

Dans le cas brésilien, mais pas seulement, quand on observe le phénomène le plus évident de la *marchandisation*, au-delà de ce qu’on appelle ici la *marchéisation*, il faut souligner le rôle de ladite *prédominance financière*. A l’intérieur de la rationalité néolibérale, les organismes financiers supranationaux occupent une place de choix : FMI (Fonds Monétaire

International), BM (Banque Mondiale), BID (Banque Interaméricain de Développement), entre autres. Sur la base des observations de Marilena Chauí (2001), on écrivait récemment que

[...] en général, les documents de ces organismes, puisqu’ils sont du monde des finances qui travaille avec des emprunts et doit avoir un retour lucratif, quand ils analysent l’enseignement, l’enseignement supérieur, l’université, ils le font toujours à partir du paramètre, non pas de l’intérêt public général, mais du coût/bénéfice ; non pas de la signification de ces institutions du point de vue culturel, scientifique et politique, mais de la réponse immédiate qu’ils peuvent donner aux demandes du marché. Pour eux, le marché, bien que produit par l’action des hommes, est naturalisé, comme s’il avait toujours existé sur le modèle actuel, étant nécessairement pris comme référence absolue dans l’évaluation de la qualité de l’enseignement supérieur dans tous les pays (SGUISSARDI, 2014, p. 159).

La prédominance financière se vérifie dans tous les secteurs de l’économie, mais dans le cas lié à l’objet de cette étude, on doit souligner sa participation à la dette publique, qui totalise presque la moitié du budget de l’Union (45%), et sa presque exclusivité, sous la forme de fonds d’investissement, de *private equity*¹⁸⁰,

¹⁵ “del conocimiento, considerado una baza decisiva en la competencia mundial”.

¹⁶ “globalización y el lugar que toman la innovación y la calificación de la mano de obra en la competencia”.

¹⁷ “[...] la lucha acrecentada que libran los Estados y los oligopolios mundiales por el control privado del conocimiento, considerado una baza decisiva en la competencia mundial”

¹⁸ Les fonds de *private equity* sont ceux qui investissent directement dans des entreprises déjà consolidées, en cherchant à les gérer, à restructurer leur “gouvernance”, les préparer à l’offre initiale d’actions (IPO), et opérer le désinvestissement sur le long terme. Ils peuvent intervenir dans des entreprises dans les processus

comme des associés des propriétaires originaux des entreprises du marché éducatif. A une ou deux exceptions près, les 12 plus grands groupes entrepreneuriaux qui travaillent sur le marché éducatif brésilien possèdent, comme associés, de tels fonds d'investissement nationaux et, dans leur majorité, transnationaux¹⁹.

La rationalité néolibérale – prédominante dans les années post-*Consensus de Washington* (1989), et d'une façon spécifique pendant les deux mandats présidentiels de 1995 à 2002 – on peut l'affirmer, est à l'origine de la mise en place de mécanismes de marché à l'intérieur des IES d'état/publiques, comme on l'a montré ci-dessus avec les fondations de soutien institutionnel (privées), et, spécialement, l'approbation des instruments légaux qui normatisent ce que la Constitution Fédérale de 1988 reconnaissait déjà, *a contrario sensu*²⁰, c'est-à-dire, la transformation de l'éducation en marchandise et des institutions l'enseignement supérieur en entreprises commerciales.

La Loi de Directrices de l'Education, Loi n° 9.394/96, dans son article 20, reconnaît,

de fusion et d'achat. Parmi les meilleurs gestionnaires de ces fonds, au niveau global, on peut citer le *KKR (Kohlberg Kravis Roberts & Co. L.P.)*, le *Blackstone Group* et le *Capital Group*. Au Brésil, on détache l'action, par le volume d'investissement, de l'*Advent International* et du *GP Investments*. Les moyens de *private equity* peuvent être investis dans des entreprises au capital ouvert, "pour des altérations, opérationnelles ou stratégiques, dans le but d'avoir un nouveau positionnement sur le marché" (ALONSO, 2010).

¹⁹ Voir item 4.4 – Empresas e fundos de investimento nacionais e transnacionais; mercadoria-educação e educação-mercadoria; estratégias de expansão do mercado educacional in: Sguissardi (2014, p. 159 e ss.)

²⁰ Voir Constituição Federal de 1988, Art. 213, Inciso I (BRASIL, 1988).

bien que *a contrario sensu*, l'existence d'institutions privées particulières ou à but lucratif. Mais, c'est le Décret 2.306, du 17 août 1997, qui, dans son article 7, établit la définition légale de ce que l'on peut appeler "affaire" de l'enseignement supérieur, de la façon suivante:

Les institutions privées d'enseignement, classées comme privées dans un sens strict, à but lucratif, bien que d'une nature civile, quand elles sont dirigées et administrées par une personne physique, restent soumises au régime de la législation commerciale, quant aux charges fiscales, parafiscales et travaillistes, comme si elles étaient commerciales, leurs dirigeants et administrateurs sont mis au niveau de commerçant en nom personnel²¹.

Même pas deux ans après l'édition de ce Décret, en 1999, déjà 48% des plus de mille IES du pays avaient eu l'aval du Cade et s'étaient transformées en IES privées à but lucratif. 11 ans plus tard, en 2010, elles sommaient 77.8% du total des 1 850 IES du pays. 10 ans après l'édition de ce décret, Kroton, Anhanguera, Estácio et le SEB ouvraient leur capital et faisaient leur offre publique initiale d'actions (IPO) à la Bourse de São Paulo.

Les missions de l'université, classes, fractions de classe, Etat et Société.

²¹ Dans les années immédiatement antérieures – 1995/1996 – la libéralisation des services l'enseignement supérieur qui, à l'exemple des services commerciaux, étaient régulés par cet Accord, commençait à faire partie de l'Accord de l'Accord Général de Commerce de Services (AGCS), de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) (SGUISSARDI, 2014, p. 53).

Malgré l'autonomie mutante de l'université et de l'enseignement supérieur par rapport à l'Etat et au marché, toujours recherchée et idéalisée, on peut affirmer que ses *missions* ont varié au cours de sa longue histoire de huit siècles conditionnée par de multiples facteurs liés au pouvoir de l'Etat, des Eglises, des classes sociales. C'est-à-dire que la définition connue de Poulantzas à propos de l'Etat dans le sens large – "condensation matérielle d'une corrélation de forces entre classes et fractions de classe, telle qu'on l'exprime, d'une façon spécifique, au sein de l'Etat" (Apud COUTINHO, 1984, p. 75) – pourrait, *cum grano salis*, être utilisée ici pour circonscrire aussi bien la définition de l'institution universitaire que pour délimiter ses *missions* au cours de l'histoire.

Il est difficile d'imaginer le pouvoir de l'Etat féodal, celui de l'Etat libéral-bourgeois ou des classes sociales, spécialement les dominantes, au cours des siècles derniers, ne s'intéressant pas à la *mission* ou aux *missions* de l'institution universitaire. De la même manière, il serait naïf de penser que cette institution survive sans être touchée par les actions idéologiques et les pratiques d'Etats autoritaires ou conservateurs. Il n'est pas non plus difficile de savoir combien l'Etat, les Eglises et les classes sociales dominantes se sont servies de l'éducation supérieure pour la formation de leurs cadres et pour une plus grande efficacité et un plus large succès de leurs propres missions et finalités.

D'un côté, les cas de l'action de la BM et de la BID, par leurs interventions à travers des documents presque annuels, et des financements, depuis les années 1950 et, de l'autre côté, la mise en place de l'AGCS, depuis les années 1990, et de ce qui est, secrètement, structuré comme le nouvel AsCS (Accord sur le Commerce et les Services;

TiSA, en anglais), plus rigoureux et contraignant, tous les deux dans le cadre de l'OMC, sont une preuve comme quoi les *missions* de l'enseignement supérieur sont conditionnées et financées par les intérêts des organismes multilatéraux financiers mais aussi commerciaux et de services. De tels organismes, disposant d'un énorme pouvoir de feu sur les Etats nationaux, spécialement ceux de la périphérie et de la semipériphérie, pratiquent une véritable régulation supranationale de l'enseignement supérieur qui tend à faire avancer les phénomènes de la *marchésation* et de la *marchandisation* étudiés ici. Comme le dit Boaventura de S. Santos, il y a une recrudescence de la transnationalisation de l'enseignement supérieur, qui vient des origines de l'université mais qui, aujourd'hui, serait moins étendue et appliquerait une logique "exclusivement commerciale" (SANTOS, 2005, p. 18).

L'effort des réformateurs, aux XIXème et XXème siècles, ont généralement été caractérisés de différentes façons quand il a s'agi de garantir l'autonomie, la liberté de penser, la recherche, l'enseignement devant l'Etat financier de sa survie. Ce sont cette tension et ses dédoublements qui vont conditionner les *missions* de l'enseignement supérieur, aussi bien dans le cas d'Humboldt, en Prusse, que de Newman, au Royaume-Uni, partiellement dans l'université napoléonienne, et dans le « modèle » nord-américain. En d'autres termes, par exemple, comment concilier la liberté d'enseignement et d'investigation avec l'intervention d'Etat, défi d'Humboldt, quand on vérifie, entre autres faits, "[...] la tension issue de la nécessité de compatibiliser l'expansion indéfinie de la liberté de penser avec l'ordonnancement au caractère politique, juridique et scolaire" (BIANCHETTI; SILVEIRA, 2016, p. 83).

Ceci dit, serait-il possible d'identifier et de synthétiser en peu de mots lesdites *missions* de l'université et de l'enseignement supérieur ? De nombreux auteurs, au cours du temps, ont disserté à ce propos, que ce soit en termes idéaux, ou en termes pratiques à la lumière de l'expérience historique et concrète de cette institution, dans le contexte des structures et conjonctures économique-politiques, religieuses, juridiques et culturelles.

Sachant que l'université est un patrimoine de la société humaine – on pourrait dire, plus de certains hommes que d'autres – qui travaille avec la connaissance “comme matière de formation humaine”, avec une “grande signification civilisatrice”, et n'appartient pas au “marché autointéressé”, Dias Sobrinho, dans un récent article, définit cette *mission* de la manière suivante:

Par les connaissances, valeurs et pratiques démocratiques, sa mission historique est de former intégralement les personnes et, ainsi, contribuer à la consolidation et l'élévation du processus jamais achevé de construction de l'humanité. Sans valeur publique et sociale, une université n'est pas une université (DIAS SOBRINHO, 2014, p. 661).

Dans “De l'idée d'université à université d'idées”, Boaventura de Santos (1996) récupère aussi bien l'importance de cette institution au cours de l'histoire, que “ette (apparente ?) pérennité de [ses] objectifs”. Ceux-ci, d'après cet auteur, n'auraient été ébranlés que dans les années 1960, ce qui lui fait conclure que

Même comme cela, au niveau le plus abstrait, la formulation des objectifs

a conservé une remarquable continuité. Les trois finalités principales de l'université ont commencé à être : l'étude, l'enseignement et la prestation de services. Malgré le fait que l'inflexion soit significative en elle-même, et ce soit faite dans le sens de l'atrophie de la dimension culturelle de l'université et de privilégier son contenu utilitaire, productiviste, c'est surtout au niveau des politiques universitaires concrètes que l'unicité des fins abstraites a explosé en une multiplicité de fonctions, parfois contradictoires entre elles (SANTOS, 1996, p. 188).

Le poids de ce contenu utilitaire, productiviste, sera mis en avant par cet auteur quand il aborde les trois crises par lesquelles serait passée l'institution universitaire dans les dernières décennies du XX^{ème} siècle – crises d'hégémonie, de légitimité et institutionnelle –, surtout cette dernière, qui se serait aggravée depuis lors par la force de la même rationalité néolibérale rapportée ci-dessus par Christian Laval (2016). Cette crise institutionnelle (de l'université publique) serait due, d'après Boaventura de S. Santos, à:

[...] la perte de priorité de l'université publique dans les politiques publiques de l'Etat [qui] a été, avant tout, le résultat de la perte générale de priorité des politiques sociales (éducation, santé, sécurité sociale) induite par le modèle de développement économique connu comme néolibéralisme ou mondialisation néolibérale qui, à partir des années 1980, s'est imposé internationalement. Pour l'université publique il a signifié que les débilites

institutionnelles identifiées – et elles étaient nombreuses –, au lieu de servir comme justification d'un vaste programme politique et pédagogique de réforme de l'université publique, ont été dites insurmontables et utilisées afin de justifier l'ouverture généralisée du bien public universitaire à l'exploitation commerciale (SANTOS, 2005, p.18).

Enfin, les *missions* historiques de l'institution universitaire semblent perdre de leur clareté au milieu des brumes de la logique du marché qui, mondialement et rationnellement, se superpose au pôle public de l'Etat et le conduit à abandonner la priorité de l'enseignement supérieur public et à transférer vers le marché l'hégémonie de la production et de la transmission de connaissances, la formation intégrale des personnes et la "consolidation et l'élévation du processus jamais achevé de construction de l'humanité". La *marchésation* et la *marchandisation* se présentent, aujourd'hui, on peut l'affirmer avec assez de certitude, comme le probable principal enjeu des *missions* des institutions d'enseignement supérieur et, dans le cas étudié ici, surtout de l'*extension universitaire* ou de sa "*Troisième Mission*".

Conclusion ou enjeux de la *marchésation/marchandisation* pour les *missions* de ces institutions, surtout pour l'*extension universitaire* ou "*Troisième Mission*".

[...] un système d'enseignement supérieur davantage orienté par le marché peut bien mieux s'engager que le modèle dominé par l'Etat. (THE ECONOMIST, 2005 apud BRUNNER, 2006, p. 6).

Dans le sens large, ces enjeux que représentent la *marchésation* et la *marchandisation* pour les *missions* des institutions d'enseignement supérieur, aujourd'hui, se dédouble en de multiples enjeux spécifiques, certains d'entre-eux peuvent être listés, ici, en guise de synthèse de cette approche afin de servir de point de départ pour de nouvelles analyses.

Parmi ceux-ci, plusieurs affectent, indistinctement, des institutions d'état/publiques et privées-commerciales; d'autres, quelques-unes différentes et d'autres encore davantage certaines. Pourtant, tous, sans doute, remettent en question ou même en échec les *missions* historiques de l'institution universitaire.

Dans le cas de la *marchandisation*, dans les termes où elle a été décrite ici, on peut affirmer qu'elle met en échec l'existence même de l'institution universitaire comme telle. Rappelons les paroles de Dias Sobrinho (2014, p. 661): " Sans valeur publique et sociale, une université n'est pas université".

Bien que certains enjeux puissent correspondre davantage à un genre d'institution qu'à un autre, il est intéressant de faire la liste des principaux qui affectent indistinctement l'institution universitaire dans sa totalité.

- a) Le déplacement de l'axe de coordination des systèmes d'enseignement supérieur du gouvernement et des corporations académiques du public vers le marché.
- b) La concurrence ou la compétition entre les institutions, les unités, les départements, les cours, les programmes de 2^{ème} et 3^{ème} cycles et de recherche, pour avoir des fonds de

- sources de l'état/publiques ou privées, pour avoir des élèves, des professeurs, des chercheurs et des réputations académiques, qui comprennent les classements internationaux, d'une manière semblable à ce qui se passe sur le marché.
- c) Le productivisme scientifique et l'aliénation académique.
 - d) Les limites imposées à la liberté de penser, de chercher, d'enseigner, de divulguer et d'utiliser librement les découvertes scientifiques, réalisées dans leur majorité, directement ou indirectement, avec des fonds publics.
 - e) Les réformes des cursus orientées vers le marché, l'emphase dans la recherche appliquée qui conduit à la commercialisation de produits.
 - f) Le resserrement excessif du lien université-entreprise, la supervalorisation de la propriété intellectuelle et l'abandon de domaines d'étude et de recherche comme les arts et les sciences humaines, l'anthropologie, la sociologie, la philosophie et d'autres qui n'ont pas de valeur de marché.
 - g) L'érosion progressive de la culture démocratique collégiale dans les IES d'état/publiques et son abandon dans les IES privées-commerciales, remplacée, dans leur cas, par des conseils administratifs et économiques et de marketing, dominés par des représentants des principaux propriétaires/actionnaires, du marché en général et du marché de capitaux en particulier.
 - h) La destructuration des carrières professorales qui auront comme référence beaucoup plus la *valorisation économique* des activités de recherche, d'enseignement et d'extension, d'après la logique de la valeur et des valeurs d'échange.
- i) La survie ou la recherche de fonds d'entretien devant l'abandon de l'enseignement supérieur d'état/publique par l'Etat comme priorité de ses dépenses, ce qui doit redirectionner les priorités institutionnelles de recherche, d'enseignement et d'extension universitaire.
 - j) Le pouvoir d'oligopole et de monopôle entrepreneuriaux sur les organismes officiels de régulation et de supervision de l'enseignement supérieur, qui tendent à conduire les distorsions des résultats.
 - k) La tendance est à la baisse de la qualité de l'enseignement, de la recherche et de l'extension universitaire. Dans le cas des IES privés-commerciales, en fonction de la faible concurrence et le grand espace de croissance face à un taux net d'inscriptions qui n'atteint pas 20% de la tranche d'âge de 18 à 24 ans, il suffit d'obtenir une note au SINAES (Système National d'Evaluation de l'Enseignement Supérieur), égale à 3 sur une échelle de 1 à 5, afin de rester sur le marché et de continuer la compétition.
 - l) L'érosion ou la perte du concept de bien public social traditionnellement appliqué à l'enseignement supérieur.
 - m) La régulation transnationale subordonnée à des organismes multilatéraux financiers ou commerciaux, dont l'AGCS/OMC est un exemple concret.
 - n) L'*extension universitaire* – comme

prestation de service ou d'aide aux principaux agents du monde de l'économie – qu'elle soit rentable financièrement.

Dans le cas brésilien, on ajoute l'enjeu de faire valoir ce que détermine la CF 1988, c'est-à-dire que l'éducation est un droit social et un devoir de l'Etat – une clause qui n'a pas encore été révoquée par un amendement constitutionnel – devant la transformation, dans la pratique, de ce droit en marchandise ou service commercial dans plus de 80% des institutions et pour 75% des inscriptions.

Jusqu'à récemment, il était impensable qu'un droit social fondamental, prévu par la Constitution, soit satisfait par des institutions ou des organisations sociales qui, directement ou indirectement, soient liées, ou soutenues, à des financeurs qui opèrent en tant qu'entreprises, ayant comme associés, dans leur majorité, des fonds d'investissement, de *private equity*, qui, eux, d'après la définition et la pratique courantes, investissent dans les niches les plus variées du marché, parmi elles, celles de l'enseignement, dans le but presque exclusif de réaliser des bénéfices.

Finalement, il faut considérer que, dans le cas des IES privées-commerciales liées à des entreprises de capital ouvert et agissant sur le marché de capitaux, elles courent de plus grands risques de faire faillite que les IES d'état/publiques. Il s'agit d'un domaine d'une instabilité extrême, celui du marché de capitaux, comme on l'a vu récemment avec la crise financière mondiale qui a commencé dans les années 2007/2008. Dans le cas d'une éventuelle faillite de ces entreprises – qui sont ancrées sur le capital financier/d'actionnariat et sur les subventions de fonds publics à travers un système de bourses et de prêts pour

étudiants – en raison de crises financières de l'économie et/ou fiscales de l'Etat, il revient légalement à celui-ci de garantir les droits d'inscription des élèves et d'emploi des professeurs et des employés non-enseignants. Si l'Etat actuel, devant la crise, a d'énormes difficultés de maintien de ses institutions d'état/publiques – un peu plus de 10% du total des IES du pays – dont les inscriptions représentent près d'¼ du total du premier cycle universitaire, comment pourra-t-il garantir de tels droits dans le cas de fermeture de n'importe laquelle de ces plus grandes entreprises commerciales du secteur éducatif ?

Les enjeux qui sont la *marchéisation* et la *marchandisation* pour les *missions* historiques de l'institution universitaire, parmi elles l'*extension universitaire* ou "*Troisième Mission*", le sont aussi pour l'Etat et pour la Société si le bien commun est leur plus grand objectif.

Références

ALONSO, O.. Saiba o que são private equity, venture capital e capital semente. São Paulo, **IG - Economia**, 2010. Disponível em: <http://economia.ig.com.br/mercados/saiba-o-que-sao-private-equity-venture-capital-e-capital-semente/n1237772600206.html> Acesso em: 03 ago. 2014

BIANCHETTI, L., SILVEIRA, Z. S. da. Universidade moderna: dos interesses do Estado-nação às conveniências do mercado. **Revista Brasileira de Educação**, vol. 21, n. 64, p. 79-99, 2016.

BOVESPA. **Kroton (Krot-nm) - Nova Estrutura Organizacional**. São Paulo, 2014. Disponível em: <http://br.advfn.com/noticias/BOV/2014/artig>

o/62821939 Acesso em: 18 nov. 2016.

BRASIL. [Constituição (1988)]. Constituição.

Constituição da República Federativa do Brasil, promulgada em 5 de outubro de 1988. Disponível em:

http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/constituicao/constituicao.htm. Acesso em: 2 fev. 2018.

BRASIL. **Decreto nº 2.306, de 19 de agosto de 1997.**

Regulamenta, para o Sistema Federal de Ensino, as disposições contidas no art. 10 da Medida Provisória nº 1.477-39, de 8 de agosto de 1997, e nos arts. 16, 19, 20, 45, 46 e § 1º, 52, parágrafo único, 54 e 88 da Lei nº 9.394, de 20 de dezembro de 1996, e dá outras providências. Disponível em: http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/decreto/D2306.htm Acesso em: 2 fev. 2018.

BRUNNER, J. J.. **Mercados universitários: ideas, instrumentos y seis tesis en conclusión.**

Santiago, CI, 2006. Disponível em: http://www.brunner.cl/wp-content/uploads/2012/12/%C2%A0MERCADOS-UNIVERSITARIOS_2006.pdf Acesso em: 30 jul. 2014.

CHAUÍ, M.. "A universidade pública sob nova perspectiva". **Revista Brasileira de Educação**, n. 24, p. 5-15, 2003.

COUTINHO, C. N.. **Dualidade de poderes:**

Introdução à teoria marxista de Estado e revolução. Brasiliense, São Paulo, 1984.

DIAS SOBRINHO, J.. Universidade e novos modos de produção, circulação e aplicação do conhecimento. **Avaliação**, vol. 19, n. 3, p. 643-662, 2014.

FOLHA DE S. PAULO. **Ser Educacional aponta no Cade alta concentração na fusão Kroton-Estácio.**

São Paulo, 30 out. 2016. Disponível em: <http://www1.folha.uol.com.br/colunas/mercadoaberto/2016/10/1827549-ser-educacional-aponta-no-cade-alta->

[concentracao-na-fusao-kroton-estacio.shtml](http://www.kroton.com.br/concentracao-na-fusao-kroton-estacio.shtml). Acesso em 17 nov. 2016.

FREITAG, M.. **Le naufrage de l'université.** Editions de la Découverte, Paris, 1996.

KOSIK, K.. **Dialética do Concreto.** Paz e Terra, Rio de Janeiro. 1976

LAVAL, C.. Néolibéralisme, capitalisme et connaissance. Conferencia. In: Jornada de Reflexión sobre tendencias en la Educación Superior – Educación Superior en el siglo XXI: bien público o mercancía?, Montevideo, 2016. **Anais [...]** Universidad de la República. Comisión Sectorial de Enseñanza Jornada de reflexión sobre tendencias en la educación superior. Montevideo: Comisión Sectorial de Enseñanza; FEUU, 2018, p. 39-58. Disponível em: <https://www.cse.udelar.edu.uy/wp-content/uploads/2018/05/libro_jornada_reflexion.pdf> Acesso em: 18 mar. 2019.

MAZZILLI, S.. Ensino, pesquisa e extensão: reconfiguração da universidade brasileira em tempos de redemocratização do Estado.

RBPAE, vol. 27, n. 2, p. 205-221, 2011.

Disponível em:

<http://seer.ufrgs.br/rbpa/article/view/24770> Acesso em: 30 jul. 2014.

SANTOS, B. DE S. **Pela mão de Alice: O social e o político na pós-modernidade.** Cortez, São Paulo, 1996.

SANTOS, B. DE S.. **A universidade no século XXI: Para uma reforma democrática e emancipatória da universidade.** Cortez, São Paulo, 2005.

SGUISSARDI, V.. **Estudo Diagnóstico da Política de Expansão da (e Acesso à) Educação Superior no Brasil - 2002-2012.**

Brasília: Edital N. 051/2014 SESU; Projeto de Organismo Internacional - OEI; Projeto OEI/BRA/10/002, 2014.

TAVARES, M. DAS G. M.. **Extensão universitária: novo paradigma de**

universidade? Edufal, Maceió, Al, 1997.

VORLEY, T., NELLES, J.. (Re)conceptualizer
l'Université: le développement institutionnel
dans le cadre et au-delà de la "Troisième
Mission". **Politiques et gestion de
l'enseignement supérieur**. Paris, França,
OECD Publishing, v. 20, n. 3, p. 145-165,
2008. Disponível em:
[http://www.cairn.info/revue-politiques-et-
gestion-de-l-enseignementsuperieur-2008-3-
page-145.htm](http://www.cairn.info/revue-politiques-et-gestion-de-l-enseignementsuperieur-2008-3-page-145.htm) Acesso em: 30 jul. 2014.

Recebido em 20/10/2019

Aprovado em 08/11/2019